

DU HAMMA AU BOULEVARD ZIGHOUD-YOUCEF

Les commerces menacés de disparition

Sur décision du wali d'Alger, tous les magasins situés le long de la rue Hassiba-Ben-Bouali jusqu'au au boulevard Zighoud-Youcef sont menacés de fermeture. La mesure prise il y a quelques jours a été notifiée aux différentes structures administratives et policières pour sa mise en application.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les propriétaires des commerces se trouvant au niveau de la rue Hassiba-Ben-Bouali, notamment ceux activant au quartier des Halles, des ateliers et de la place du 1^{er}-Mai, ont été convoqués avant-hier au niveau du commissariat de cet arrondissement où ils furent invités «à cesser leurs activités à compter de ce jour, et ce, dans un délai ne dépassant pas un mois». La raison invoqué : «Une décision prise par le wali et qui entre dans le cadre des mesures sécuritaires pour le port d'Alger.»

L'arrêté de trois feuillets ne donne pas tous les détails sur cette décision. Le flou s'installe et les

commerçants s'organisent et engagent les premières actions. Une association voit le jour et on se prépare d'ores et déjà à la riposte. Vingt-quatre heures après, ces mêmes commerçants apprennent que ladite décision est gelée. «Ils vont certainement attendre la tenue de l'élection présidentielle pour relancer l'opération», explique un commerçant, qui se demande «s'il n'y a pas eu d'équivoque dans l'interprétation par les structures en charge de la mise en application de la décision du wali d'Alger. Rien dans cet arrêté n'indique la nature des commerces concernés, ni la distance devant les séparer du périmètre de sécurité du port

d'Alger, encore moins sur les indemnités qui seraient affectées aux commerçants touchés par cette décision».

Ces commerçants s'interrogent également sur «les véritables raisons de cette décision et le choix porté notamment sur les magasins se trouvant au commencement de la rue Hassiba-Ben-Bouali jusqu'au boulevard Zighoud-Youcef». On se demande même si cette mesure ne s'apparente pas à celle concernant l'aéroport international d'Alger initiée également par le wali d'Alger. Pour rappel, l'arrêté du wali d'Alger portant interdiction d'exercice des activités artisanales et commerciales, légales et informelles, autour du périmètre de l'aéroport international Houari-Boumediene continue à faire des remous parmi les riverains. Ces ont saisi le premier magistrat du pays lui demandant de surseoir à cette mesure.

La wilaya d'Alger avait accordé un délai d'un mois aux commer-

çants installés sur le périmètre de l'aéroport international d'Alger pour quitter les lieux, en application de l'arrêté n°2786 du 23 août 2008. Toutefois, dans des recours administratifs adressés à la wilaya et à la Direction du commerce, les commerçants touchés par cette mesure ont demandé la suspension de l'application de la décision, jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur cette nouvelle disposition.

Face à cette situation, l'administration a engagé un forcing par le biais de la Direction du commerce qui a menacé les commerçants d'un retrait de leur registre du commerce, «s'ils n'appliquaient pas les décisions de la wilaya». Aujourd'hui, les mêmes appréhensions sont soulevées par les commerçants de la capitale. A l'adresse du premier magistrat de la capitale, ils comptent transmettre une lettre «demandant des explications sur la portée de cette mesure».

A. B.

L'OPEP EN «CONSULTATION» LE 29 NOVEMBRE AU CAIRE

Pas de décision en vue, avant la réunion d'Oran en décembre ?

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont été convoqués pour une réunion de «consultation» le 29 novembre 2008 au Caire.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le président en exercice de l'Opep, Chakib Khelil, a rappelé hier à l'hôtel Hilton, en marge de la manifestation «Semaine de l'énergie en Algérie».

Auteur de cette convocation, Chakib Khelil a estimé tacitement qu'il n'est pas question, lors de ce «brainstorming» au Caire, que les membres du cartel pétrolier décident d'une seconde réduction de production, dans le contexte baissier des cours du pétrole. Cela même si la réunion du Caire est appelée à dis-

cuter de moult sujets et à formuler des recommandations. Tout en laissant la latitude aux pays membres de s'exprimer et en rappelant la nécessité du consensus, Chakib Khelil a estimé que la réunion du Caire ne pourra prendre «la bonne décision» tant que l'organisation ne dispose pas de toutes les informations. Celles-ci étant relatives à l'application totale de la réduction décidée le 24 octobre dernier à Vienne (1,5 million de barils/jour), ce qui prendra du temps, et celles relatives à la situation exacte de la demande pétrolière

dans le monde. Or, la plupart des membres de l'Opep n'ont pas mis en application cette réduction et le marché reste encore insensible selon Chakib Khelil qui a estimé qu'il faudra attendre encore jusqu'au début décembre pour y voir clair.

En d'autres termes, il faudra peut-être attendre la réunion extraordinaire, prévue le 17 décembre 2008 à Oran en Algérie, pour savoir si l'organisation compte réduire encore de sa production. Néanmoins, certains observateurs estiment que l'Opep pourrait annoncer le 29 novembre une réduction à mettre en œuvre dans les prochains mois et qui devrait tourner autour d'un million de barils/jour. Par

ailleurs, Chakib Khelil a indiqué qu'il participera le 23 décembre 2008 à Moscou à une réunion ministérielle relative à l'organisation du Forum des pays producteurs et exportateurs de gaz. Une réunion du groupe de travail en charge de cette question est également attendue le 26 novembre 2008 à Moscou.

En précisant que l'objectif n'est pas de créer une organisation similaire à celle de l'Opep, l'incapacité de contrôler les prix et volumes de gaz se posant. Voire que ce forum est simplement un espace de discussions et d'échanges d'expertise et n'est «dirigé contre personne», fera-t-il remarquer.

C. B.

ÉNERGIE

Lancement de la première centrale nucléaire à l'horizon 2020

La loi sur l'utilisation du nucléaire à des fins civiles devrait être présentée début 2009, avant la mise en place d'une société chargée de la recherche et le développement de l'électronucléaire.

C'est le souhait du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, qui a exprimé hier en marge des travaux de la 6^e Conférence stratégique internationale, à l'hôtel Hilton à Alger dans le cadre de la 4^e semaine de l'énergie en Algérie.

En attente de l'aval gouvernemental, cette loi sépare entre le rôle de puissance publique, en matière de respect des normes de sûreté et

sécurité dans l'utilisation des matières radioactives, qui sera dévolu à une agence nationale, et les activités de recherche et développement de l'électronucléaire qui seront à la charge d'une société spécifique.

Celle-ci, qui ne verra le jour qu'après la mise en œuvre de la loi sur le nucléaire civil, sera autonome financièrement et logistiquement

tout en bénéficiant de l'expertise d'autres entreprises dont le groupe énergétique Sonelgaz, notamment. Cela étant, la première centrale électronucléaire devrait voir le jour à l'horizon 2020, avant le lancement progressif d'autres unités de production.

L'électronucléaire qui constitue une des options prises en vue de développer, à l'horizon 2050, les énergies nouvelles et renouvelables, notamment le solaire en Algérie, et constituer une alternative à l'exportation de gaz. Cela même si la question du financement se pose,

l'Etat devant continuer à moyen terme à assister, subventionner le développement de ces énergies, avec le concours spécifique des opérateurs énergétiques actuels. De même que le niveau d'investissement devrait varier en fonction du mix (solaire-nucléaire)

C. B.

**REPSOL (ESPAGNE)
PRÉVOIT D'INVESTIR
2 MILLIARDS DE
DOLLARS D'ICI 4 ANS
«La crise n'a pas
d'impact sur nos
activités en Algérie»**

La crise financière «n'a pas d'impact» sur les activités de la société pétrolière espagnole Repsol YPF. Selon le responsable de Repsol Algérie, cet opérateur énergétique prévoit d'investir 250 millions de dollars en 2009 et deux milliards de dollars durant les quatre prochaines années. En signalant que 800 millions de dollars ont été investis durant les cinq dernières années dont 50% directement par cette société espagnole.

C. B.

Ils ont dit :

- Lakhdar Benmaâzouz (directeur de transformation au ministère de l'Energie et des Mines) : «La capacité installée des énergies renouvelables, notamment dans le solaire, est de 2,4 mWe»
- Sid-Ali Betata (président de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures Alnaft) : «95 contrats d'association dans l'exploitation existent au niveau de l'Alnaft. Une banque de données est en cours d'élaboration avec le concours de l'opérateur Schlumberger.»
- Fatiha Remili (directrice générale du Bulletin des appels d'offres du secteur de l'énergie et des mines BAOSEM) : «Sept mille appels d'offres ont été lancés par le secteur.»

- Mohamed Meziane (P-dg du groupe Sonatrach) : «Nous attendons la réaction des partenaires», concernant la renégociation des contrats relatifs au développement de la pétrochimie.
- Chakib Khelil (ministre de l'Energie et des Mines) : «L'Algérie et l'Union européenne continuent encore leurs discussions en vue de parvenir à la conclusion d'un accord de coopération stratégique dans le domaine de l'énergie. Deux experts de l'Union européenne sont attendus prochainement à Alger en ce sens.»
- «Les projets d'exportation d'engrais en Espagne par la société Fertiberia sont bloqués en raison du lobbying des producteurs espagnols auprès de la Commission européenne.

C. B.

**FABRICATION D'UN
BIOCARBURANT
ALGÉRIEN À BASE
DE DATTES**

**Le projet
voit le jour**

La production de biocarburants en Algérie à partir de dattes est un projet qui a été présenté par une entreprise basée aux Emirats arabes unis et dont le président est algérien. Selon Brahim Zitouni, une assiette de terrain de 5 hectares a déjà été achetée du côté de Biskra. Une fois lancé, ce projet va permettre à l'Algérie d'évoluer vers une autre dimension. Celle du développement de nouvelles sources d'énergie et la sécurité alimentaire.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Le président de cette entreprise a d'abord expliqué que la fabrication du bioéthanol, à partir de la datte, ne concerne pas la variété appelée Deglet nour. Ces biocarburants sont plutôt préparés à base de variétés dites communes et qui ne trouvent pas de débouchés commerciaux. En termes de chiffres, les variétés communes représentent un excédent de production de 150 000 tonnes par an. Pour la faisabilité de ce projet, il a été expliqué que des études ont été menées. Ces dernières ont démontré que la transformation des dattes est plus avantageuse que celle de la betterave sucrée et de la canne à sucre. En effet, il a été établi que la datte recèle 65 % de sucre, alors que la betterave n'en contient que 18 % et la betterave 13 %. Il a aussi été expliqué qu'un hectare de dattiers fournit 22 tonnes de datte, soit l'équivalent de 14.6 % de sucre. En parallèle, un hectare de betterave en fournit 10 % et la canne à sucre 11.7 %.

Sur un autre plan, M. Zitouni a mentionné que contrairement à la canne à sucre et à la betterave, dont la plantation nécessite 100 % d'occupation du sol concerné, un hectare de datte, soit 150 palmiers, ne nécessite que 15 % d'occupation du sol. Ceci rend possible le développement de cultures annexes, à la faveur du microclimat garanti par les oasis. Par ailleurs, le même responsable a souligné qu'une tonne de datte est à même de fournir 280 litres de bioéthanol, le maïs 300 litres, la betterave 116 litres et la canne à sucre 75 litres. L'orateur a soutenu que ce projet, qui a reçu le soutien des ministères de l'Agriculture, l'Environnement et l'Energie, est à même d'absorber tout l'excédent de production de dattes communes de l'Algérie. Mieux encore, cette nouvelle branche va encourager les agriculteurs à se lancer dans cette activité lucrative.

Pour ce faire, le président d'Oasis Ltd a assuré qu'un centre de production de palmiers femelles se charge de produire in vitro une moyenne d'un million d'espèces. Cette production sera distribuée gratuitement aux agriculteurs pour encourager l'essor du «Nakhiol», nom commercial donné au bioéthanol à base de dattes. Sur un autre plan, il a été expliqué que la transformation de la datte permet d'obtenir un biocarburant, mais aussi et surtout d'autres dérivés tels que le café à base de noyaux de dattes, des biscuits et autres fibres. M. Brahim Zitouni a souligné que tous ces produits ont, d'ores et déjà, été produits dans des quantités semi-industrielles et sont visibles au stand de l'entreprise au niveau du Salon des nouvelles énergies qui se tient à Alger.

Il a enfin expliqué qu'avec ce projet, l'Algérie est véritablement à même de développer de nombreux secteurs d'activité à partir de la fabrication de biocarburants en ne citant que le secteur de l'agriculture.

N. M.